



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2621>

CN de rentrée du SNES : Intervention introductive de l'École Émancipée

- Syndicats Nationaux - SNES-FSU - Interventions et motions de l'EE dans les instances nationales du SNES - CN de rentrée du SNES : 11-12
septembre 2018 -



L'École Émancipée

Je me demande comment nous pouvons être aussi conséquents dans le discours d'intro de Frédérique R. [1] et aussi inconséquents dans la communication et l'action.

Nous nous positionnons comme s'il ne fallait pas froisser des enseignant-es frileux et Macron - compatibles. Pourtant nous avons un président et un gouvernement impopulaire (entre 24 et 31% d'opinions favorables selon les enquêtes d'opinion), plus impopulaire encore qu'Hollande à la même époque de son mandat, plus impopulaire aussi que Sarkozy.

Comment penser que les salles des professeurs seraient moins critiques que l'ensemble de la société. Nous agissons en cette rentrée comme si nous voulions être transparents et raser les murs. Nous avons pourtant besoin de faire une campagne qui cartonne un gouvernement impopulaire sur parcoursSup en particulier.

Pour le moment nous avons fait quelques démonstrations avec des mini sites mais nous n'avons pas convaincu largement sur l'actualité brûlante (au lycée notamment), nous n'avons pas sur faire campagne en cette rentrée, sur la circulaire PP qui se prépare, sur l'échec de masse de parcours-sup. Nos affiches de rentrée sont indigentes. Elles auraient pu être produites par n'importe quelle organisation syndicale, en quoi nous distinguent-elles ? Quel syndicat proposerait une hausse des effectifs et une baisse des salaires ? Si nous faisons le choix de faire des affiches généralistes, ayons au moins le courage de les chiffrer avec nos mandats.

Où sont les affiches sur les missions du PP ? ParcoursSup (un livre noir, des affiches « avec ParcoursSup je ne serais jamais devenu enseignant » ? Le lycée ? L'EP (j'entends que nous sommes d'accord sur l'individualisation des rémunérations, mais nous ne combattons pas cette logique en acceptant cette nouvelle prime sans revendiquer sa généralisation) ? Les évaluations nationales ?

Sur ce dernier point en particulier nous avons l'occasion de mener une campagne fédérale. Le snuipp a de forte chance de se mandater sur ce point. Il nous faut expliquer aux collègues ce que cela signifie en terme de pilotage des établissements et pas seulement dans notre presse mais par tracts. Nos collègues ne voient pas ces évaluations d'un bon oeil, la DEPP elle même l'écrit : « *[il] subsiste chez les enseignants une défiance quant à la vraie nature de ces évaluations, présentées à la fois comme bilan et comme diagnostic, en insistant tantôt sur un aspect, tantôt sur l'autre, et pouvant servir à contrôler leur valeur professionnelle. Cet usage possible de l'évaluation est ressenti comme d'autant plus injuste qu'il ne repose pas sur les progrès réalisés par les élèves, mais uniquement sur leur niveau à un instant donné, sans prendre en considération leur niveau scolaire à leur arrivée dans la classe ni leurs différences socioéconomiques.* »

Pendant ce temps la cour des comptes écrit : « *La France est très décalée puisque seulement 23 % des élèves français fréquentent un établissement dont le chef d'établissement indique que les évaluations des élèves sont utilisées pour évaluer l'efficacité des enseignants.* » Se dévoile à travers les écrits de cette institution les vrais objectifs de cette mesure. Le ministre vise la création d'une agence de l'évaluation en janvier, il vise l'évaluation de la performance des établissements et des professeurs. Celles et ceux qui enseignent auprès des « moins performants », en EP notamment, ont bien conscience de cela.

Sauf à penser qu'ici toutes et tous enseignent à des gagnants de la compétition scolaire, je ne vois pas pourquoi nous ne disons rien dans notre communication sur ce point. Je cite Paul Devin [2] pour achever de vous convaincre : « *La fonction première [des évaluations nationales] dans le système scolaire a été d'organiser des stratégies de classement et d'orientation propres à favoriser l'émergence [de] hiérarchies d'excellence. Faire de l'évaluation un outil de démocratisation de la réussite demande bien des précautions d'usage. Car s'il s'agit seulement d'assurer le comptage des erreurs pour produire un classement des élèves ou des écoles ou leur positionnement par rapport à*

une norme attendue, il y a peu de chances que cela constitue le vecteur d'une meilleure réussite de tous."

Je comprends de l'intro que l'horizon intersyndical Education et FP semble bouché jusqu'à Noël, le seul champ que nous semblons capables d'investir est le champ interprofessionnel.

Le seul moment pour signifier notre mécontentement c'est le 9 octobre et nous nous refusons à l'investir. Ce n'est pas le premier atermoiement de la FSU sur des perspectives d'action avec nos partenaires privilégiés de transformation sociale et cela commence à peser lourd pour l'École Émancipée. L'absence de plan d'action comme alibi pour ne pas agir fait doucement rire. Depuis quand n'avons nous pas élaboré un plan d'action ? Dire en même temps qu'il faut se réserver sur une date de mobilisation sur le budget est totalement contradictoire avec la première condition. S'il existe des Initiatives de secteurs de la fonction publique le 9 octobre, très bien, mais en quoi cela empêche-t-il d'appeler à la grève ?...

Clément Lefèvre, secrétaire national du SNES pour l'ÉE.

[1] secrétaire générale du SNES

[2] secrétaire général du SNPI-FSU